

● (1240)

Au cours de la deuxième lecture du bill j'ai été étonné que le ministre n'accepte pas les amendements motivés proposés par le député de Moose Jaw (M. Neil) qui a suggéré que, la conversion au système métrique étant un processus pénible, on devrait prévoir un système double pendant un certain temps pour permettre aux agriculteurs de l'Ouest de s'habituer au système métrique. Nous avons déjà des contenants et des boîtes étiquetés dans les deux langues, il ne semble donc pas si difficile de les étiqueter dans les deux systèmes de mesure jusqu'à ce que les agriculteurs soient habitués au système métrique. Le gouvernement a rejeté cette suggestion, ce qui montre bien son inflexibilité vis-à-vis de la conversion. Nous espérons que l'on étudiera plus sérieusement l'amendement proposé par le député de Qu'Appelle-Moose Mountain.

Le ministre a préféré retarder la proclamation de certains articles du bill jusqu'à ce que les agriculteurs aient été consultés de nouveau plutôt que d'accepter les amendements. Ceci veut dire que la commission du système métrique n'a pas consulté tous les agriculteurs de l'Ouest canadien au départ mais a considéré les opinions de quelques dirigeants agricoles comme l'opinion générale. Le député de Vegreville (M. Mazankowski) a dit que les organismes agricoles n'avaient pas représenté leurs membres comme ils le devaient et les agriculteurs informent maintenant ces mêmes organismes qu'ils s'opposent à la conversion au système métrique et qu'ils ont été mal représentés. Il ne nous restait plus qu'à demander au député de Qu'Appelle-Moose Mountain de proposer un amendement pour que les articles 2, 6, 8 et 10 soient réinsérés dans le bill, afin que les agriculteurs et les organismes agricoles puissent de nouveau se présenter devant le comité pour être certains qu'il y a eu consultation appropriée des personnes touchées.

On ne devrait pas nous demander d'accepter la promesse du ministre d'État chargé des petites entreprises (M. Marchand), qui s'est engagé à ne pas promulguer certaines parties du bill si nous l'adoptons. C'est trop nous demander. La consultation est nécessaire, c'est évident. Pendant les audiences du comité, il est devenu manifeste que le gouvernement n'avait rien fait ou presque pour connaître les sentiments des groupes de producteurs bien que le mandat de la Commission du système métrique ait stipulé tout d'abord que l'on devrait se convertir au système métrique à moindres frais et, deuxièmement, que le changement en général devrait se faire dans le meilleur intérêt du Canada. Il est ressorti très clairement du débat d'aujourd'hui que les députés ne s'opposent pas à la conversion dans le domaine du commerce international. Nombre de sociétés canadiennes et américaines ont déjà adopté le nouveau système. Toutefois, le Canada n'a rien à gagner, semble-t-il, en changeant les mesures en acres et en milles, qui sont partie intégrante de notre culture et du système que nous connaissons depuis toujours.

La consultation ne doit pas consister en des séances d'information après-coup où le gouvernement signale aux agriculteurs les avantages de la métrisation. La consultation est par définition un processus réciproque, un échange permettant d'en arriver à des solutions acceptables pour les deux parties. Je ne pense pas que le gouvernement ait la moindre intention de procéder à ce genre d'échanges constructifs.

Système métrique

Le gouvernement a toujours fait la sourde oreille aux arguments en faveur d'un système double, avancés par les membres du comité. Le ministre s'est engagé récemment à recevoir les groupes touchés par tout changement approprié par la Commission d'un blé, et cela l'oblige au moins à écouter les arguments qui justifient le maintien de la mesure en «acres» et en «boisseaux.» Il sera sidéré de voir à quel point cela préoccupe les agriculteurs des Prairies et avec quelle insistance ils lui demanderont de conserver ces deux mesures.

J'aimerais donner au gouvernement un aperçu de certaines réactions de quelques cultivateurs de ma circonscription à propos de la conversion au système métrique. Récemment, j'ai envoyé un questionnaire à mes commettants et la réponse a été généreuse, surtout celle des régions rurales. Voici les observations les plus courantes: projet minable et trop coûteux, étant donné les conditions actuelles; nous avons besoin du système métrique comme un chat a besoin de dix queues. Cela coûte des millions et confond des millions. C'est la pire chose qui pourrait arriver à l'agriculture; ce sera un désastre financier pour bien du monde; nous n'avons que faire des tonnes et des hectares. Je pourrais continuer pendant longtemps, monsieur l'Orateur, mais essentiellement les réponses que j'ai reçues se résument à ceci: à l'heure actuelle, les agriculteurs ne sont pas en faveur de la conversion au système métrique. Ces gens-là sont mécontents que l'on n'ait pas tenu compte de leurs vues et ils reprochent au gouvernement fédéral son insensibilité à l'égard de leurs cas particuliers.

Je ne comprends pas la logique des arguments en faveur de la conversion généralisée au système métrique; cela paraît se résumer à une question d'uniformité. Il est temps de se défaire de cette attitude bornée. L'un des grands principes des gouvernements démocratiques, c'est qu'ils tiennent compte des désirs de ceux qui les ont élus pour gouverner. Dans le cas présent, le gouvernement semble lent à réagir aux désirs du peuple. Nous cherchons simplement à lui donner l'occasion de le consulter à nouveau. Je sais que le ministre est dans un dilemme et je crois qu'il essaie réellement de satisfaire ces désirs.

On pourrait s'inspirer de l'exemple du gouvernement du Royaume-Uni. Il a fait de grandes concessions à des groupes qui demandaient la même chose que les cultivateurs de l'Ouest et a accepté que le mille, le pouce, la pinte et le gallon restent à l'écart de la métrisation. Les gouvernements de Suède et des États-Unis ont également indiqué qu'ils étaient disposés à établir un système de mesures mixtes dans certains domaines. Si d'autres pays peuvent se montrer aussi tolérants, pourquoi pas le gouvernement du Canada?

A en juger par les protestations des agriculteurs de ma circonscription, il est évident qu'il faut maintenir l'acre. Les hommes et ces femmes sont bouleversés par le changement des acres en hectares. Depuis les tout premiers jours où ils sont installées sur leurs terres, ils calculent en acres: pour la mesure des pesticides, l'achat des graines ou l'ensemencement des terres, tout se calcule en acres et voilà qu'on leur demande à présent de calculer en hectares.

● (1250)

Les agriculteurs du Canada sont déjà dans une situation précaire. La montée en spirale de presque toutes les dépenses principales, combinée à l'inflation dans d'autres secteurs obligent le fermier à se battre constamment pour joindre les deux bouts. Il ne peut se permettre de dépenser son énergie, son